

ANNEXE 3 :

LIBERTE D'ACTION LAISSEE A L'ÉTAT MEMBRE PAR LA REGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE SUR LE GEL DES TERRES

- **Calcul du paiement compensatoire (1765/92 et 1251/99):**

La commission arrête:

- le mode de calcul du paiement compensatoire.
- les montants de base pour les céréales, le gel des terres, les protéagineux et les oléagineux (à partir de 99)
- le mode de calcul du rendement moyen en céréales de chaque région de production: il est égal au rendement moyen entre les campagnes 86/87 et 90/91 en excluant les années du plus fort et du plus faible rendement.

L'État membre établit le plan de régionalisation.

- il choisit les régions de production auxquelles correspondent un ou plusieurs rendements pour les céréales
- il peut choisir des régions de production dont la superficie ne correspond pas aux superficies de base (après 99)
- il choisit de différencier ou non les rendements entre le maïs et les autres céréales et entre les céréales irriguées et non irriguées.
- il peut décider que l'herbe à ensilage ouvre droit au paiement compensatoire (à partir de 99)

- **Taux de gel:**

La commission arrête:

- le taux de gel obligatoire
- le taux de gel maximal pouvant être autorisé (à partir de 94, 50% des terres arables, puis taux supérieur autorisé à partir de 98 en cas de plantations de cultures pluriannuelles)
- le taux minimal de gel à autoriser (10% des terres arables à partir de 99)

L'État membre choisit:

- le taux maximal de gel autorisé (gel obligatoire + gel fixe) dans les limites fixées par la Commission

- **Utilisation et entretien des terres gelées:**

La commission arrête::

- les dates limites de gel: du 15/01 au 31/08 au plus tard pour le gel annuel
- la période maximale de gel fixe: 5 ans
- la sanction en cas de non respect de la période d'engagement du producteur pour le gel fixe
- les utilisations du couvert interdites: -productions de semences, utilisations à des fins agricoles avant le 15 août, à des fins commerciales avant le 15 janvier suivant

Les États membres déterminent:

- certaines conditions permettant d'avancer les dates limites de gel et de l'utilisation du couvert
- la durée du gel fixe et les conditions permettant au producteur de revenir sur son engagement
- les conditions d'utilisation et d'entretien des terres et du couvert végétal
- les mesures à appliquer pour maintenir les terres dans de bonnes conditions agronomiques
- les mesures environnementales à mettre en place et les sanctions pour les faire respecter
- les mesures pour que le gel contribue à la maîtrise de la production

- **Transfert de gel:**

La commission autorise le transfert de gel:

- pour tout producteur obligé de réduire son cheptel à cause de la réglementation nationale sur l'environnement
- dans le cadre d'un plan établi par l'État membre. Dans ce cas, le transfert peut être autorisé dans un rayon de 20 km ou vers des régions à objectifs environnementaux

Les États choisissent d'autoriser ou non le transfert de gel et les conditions de transfert